



SYNDICATS DES FINANCES PUBLIQUES DES HAUTES PYRENEES.

**Agents de tous grades et de tous services.
TOUTES et TOUS EN GRÈVE LE 16 SEPTEMBRE**

**TOUTES et TOUS à l'ASSEMBLEE GENERALE
LUNDI 16 SEPTEMBRE à 10 h 00**

Au Centre des Finances Publiques de Tarbes

Le plan Darmanin a été dévoilé à tous les agents de la DGFIP au début du mois de juin. Sa brutalité est sans appel malgré les prétendues concertations. Il dévoile clairement l'objectif du gouvernement : **la disparition du réseau de la DGFIP et la disparition de nos missions !**

Au niveau du pays, ce sont près de la moitié des « centres des impôts » qui disparaissent et plus des trois quarts des « trésoreries » :

Un plan de destruction massive avéré du réseau des FINANCES PUBLIQUES !

Sur les Hautes Pyrénées, la déclinaison à l'horizon 2022 est connue, à savoir la disparition programmée serait la suivante :

- Fermeture des trésoreries (à l'exception de la paierie départementale) et réorientation de celle de Lourdes (spécialisée dans la gestion hospitalière).
- Le SIP-SIE de Lourdes et le SIP de Lannemezan a vocation à être recentré à Tarbes puisque le principe d'un SIP et d'un SIE départemental est posé.
- L'antenne SIE de Lannemezan (que la direction présentait comme pérenne) plie bagage,
- Des services de gestion comptables sont implantés à Tarbes et Lannemezan avec des antennes à durée de vie très limitée à Argeles Gazost et Maubourguet, et un regroupement des trésoreries hospitalières à Lourdes.
- Des antennes SIP seront créés à Lourdes et Lannemezan et une antenne SIE à Lourdes en attente de fermeture définitive.

Depuis les premières annonces de juin 2019 et afin de faire passer la pilule au 1^{er} janvier 2020 la direction locale est prête à tout promettre : une antenne gestion hospitalière à Bagnères, du travail à distance, du télétravail etc.... et se garde bien de dévoiler l'essence du plan aux élus (*l'antenne dite pérenne du SIE de Lannemezan qui disparaîtra avant 2022 est là pour démontrer l'étendue de la supercherie*) .

Comme disait un Ministre de la Vème république, « *les promesses n'engagent que ceux qui les croient* » et ce qui est réellement programmé c'est bien la destruction de la DGFIP, la mobilité forcée, le démantèlement.....

**ET TOUT CELA à BREVE ECHEANCE AVEC LA VOLONTE DE DECIDER AVANT
LA FIN OCTOBRE....**

IL Y A DONC URGENCE à CONSTRURE LA RIPOSTE DANS L'UNITE.

La DGFIP et la Fonction Publique en danger de mort

Les missions en danger :

Le gouvernement cherche à se débarrasser par tous les moyens des fonctionnaires et de leurs missions et la DGFIP est en première ligne. Le prélèvement à la source, qui privatise le recouvrement pour le donner aux patrons, l'annonce de la fin de la déclaration d'impôt sur les revenus pour des millions de foyers l'année prochaine, la fin de la séparation ordonnateur/comptable et le transfert des missions de la gestion publique aux collectivités locales, la fin de la taxe d'habitation, l'annonce du transfert aux buralistes de l'encaissement des créances qui relèvent de la DGFIP...

Pour seul avenir, on nous annonce la création de « Maisons France Services » : un à deux agents, sans doute territoriaux ou contractuels, qui assureront l'accueil du public pour les aider à utiliser des postes en libre service. Des « fonctionnaires » lâchés avec une formation au rabais pour répondre à des questions sur les retraites, Pôle Emploi, les impôts, les litiges du tribunal, la CAF, la CPAM etc.

Le gouvernement, la DGFIP et les DDFIP nous mentent et cherchent à camoufler le démantèlement programmé de tous les services publics.

Le statut menacé de disparition :

Afin de pouvoir mettre en place sa politique, il a promulgué au mois d'août la loi Transformation de la Fonction Publique qui prévoit : le recrutement de contractuels à la place de fonctionnaires dans la Fonction Publique d'État, la fin des CAP de mutation (alors qu'on ferme les sites en province), les primes au mérite pour les fonctionnaires restant, et surtout le détachement d'office en cas de suppression d'emploi (détachement qui pourra s'effectuer dans le privé ou d'autres administrations !). Et par-dessus le marché, le gouvernement s'organise pour liquider le régime de retraite propre à notre statut, le Code des Pensions Civiles et Militaires.

S'ORGANISER POUR RIPOSTER ET SAUVER LE SERVICE PUBLIC, NOS EMPLOIS ET NOS DROITS

Depuis plusieurs mois, les agents de la DGFIP se mobilisent sur le territoire afin de stopper cette politique mise en place par Macron, Dussopt et Darmanin.

Les municipalités délibèrent, les parlementaires saisissent le Ministre, demandent un table ronde préfectorale, des pétitions circulent....

Les élus, les usagers, les agents de la DGFIP, nous sommes tous concernés et c'est par notre mobilisation unie que nous pourrions arracher la victoire.

Tous les syndicats de la DGFIP appellent à une journée nationale de grève ce lundi 16 septembre.

Nous appelons tous les agents du département à rejoindre l'assemblée générale qui se tiendra :

**LUNDI 16 SEPTEMBRE à 10 h 00 au
centre des finances publiques de Tarbes (1 bd Maréchal Juin)**

Ce même jour nous serons reçus par les parlementaires et le Préfet.

**Pour le retrait du plan Darmanin destructeur des
missions, du service de proximité
et des droits des agents.**

NON AUX DESTRUCTIONS D'EMPLOIS PROGRAMMEES.

**Toutes et Tous en grève le 16 SEPTEMBRE
Et décidons des suites dans nos assemblées générales !**